

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : Étudiants de l'Université de la Polynésie française - Mars 2026

Colloque « La souveraineté en question » à huis clos : les étudiants de l'UPF prennent la parole

Le 9 mars 2026, un colloque intitulé « *La souveraineté en question* » s'est ouvert à l'Université de la Polynésie française. Trois jours de réflexion sur la souveraineté en Océanie se sont tenus à huis clos dans les murs de notre université.

Nous, étudiants de l'UPF, n'avons pas pu y assister.

Ce que nous refusons

Comme l'ont rappelé les chercheurs dans leur tribune du 10 mars, l'Université est un espace public de savoir et de débat. Fermer ses portes c'est trahir la vocation la plus fondamentale de l'Université. Nous refusons que par cette fermeture, les étudiants soient exclus d'un colloque organisé dans leur propre université, sur des sujets qu'ils étudient, avec des enseignants-chercheurs qui les forment.

Nous refusons également que le grand public soit tenu à l'écart d'un débat sur sa propre souveraineté. La souveraineté n'est pas un objet d'étude réservé aux spécialistes. C'est une réalité vécue quotidiennement par les femmes et les hommes de ce pays. Un peuple ne peut pas être exclu des discussions qui concernent son avenir.

Ce qui nous préoccupe en profondeur

Durant notre action, des propositions nous ont été faites pour rejoindre le colloque à titre individuel. Nous les avons déclinées, et il nous semble important d'en expliquer la raison. Notre démarche n'avait pas pour but d'obtenir une invitation personnelle. Elle n'est pas née d'une frustration individuelle ni d'un désir d'être dans la salle. Elle est née du refus d'un système qui a rendu ce huis clos possible. Le problème est que l'organisation n'a pas semblé s'émouvoir de l'exclusion du public et donc des étudiants, qui sont l'essentiel de la composante autochtone de l'université. Ce n'est donc pas un simple dysfonctionnement ponctuel. C'est un processus décisionnel entier qui a accepté, du début à la fin, qu'un colloque sur la souveraineté puisse se tenir sans une partie fondamentale de la communauté universitaire. Une invitation individuelle ne règle rien à cela. Elle contourne le problème sans le résoudre.

C'est l'installation de ce silence institutionnel qui nous a conduits à prendre la parole publiquement.

Nos demandes

Nous demandons à l'Université de la Polynésie française de s'expliquer clairement et publiquement sur les conditions dans lesquelles ce huis clos a été accepté et organisé.

Nous demandons que les actes du colloque soient publiés et diffusés librement, sans restriction ni censure.

Nous demandons qu'un nouvel événement public sur la question de la souveraineté soit organisé, cette fois ouvert à tous et construit en association avec les étudiants.